



Les enjeux de la COP30

Because our **impact** matters

Table des matières

1.	INTRODUCTION.....	2
2.	UN BESOIN DE REHAUSSER LES AMBITIONS DE RÉDUCTION DES ÉMISSIONS, MAIS DES ENGAGEMENTS NATIONAUX PAS À LA HAUTEUR	3
2.1.	QUEL CHEMIN PARCOURU DEPUIS LE PREMIER BILAN MONDIAL (OU GLOBAL STOCKTAKE – GST) ?	3
2.2.	LA PLUPART DES NOUVELLES CDN NE SONT PAS ENCORE PUBLIÉES, ET CELLES PUBLIÉES NE SONT PAS À LA HAUTEUR DE L'AMBITION NÉCESSAIRE	5
3.	METTRE EN ŒUVRE L'ADAPTATION : DU CADRE GLOBAL AUX MOYENS DE FINANCEMENT	7
3.1.	QUEL CADRE COMMUN POUR SUIVRE ET ÉVALUER LES MESURES D'ADAPTATION ?.....	7
3.2.	LES PLANS NATIONAUX D'ADAPTATION (PNA), UN OUTIL CONCRET DE MISE EN ŒUVRE.....	8
3.3.	... MAIS LE SOUS-FINANCEMENT DE L'ADAPTATION COMPROMET LA RÉALISATION EFFECTIVE DES OBJECTIFS FIXÉS	8
4.	LE FINANCEMENT DE L'ACTION CLIMAT, CONDITION NÉCESSAIRE POUR LE PASSAGE À L'ACTE DES PAYS DU SUD GLOBAL	9
4.1.	LA FEUILLE DE ROUTE « BAKOU TO BELÉM » : COMMENT MOBILISER LE PLUS EFFICACEMENT POSSIBLE LES RESSOURCES FINANCIÈRES MONDIALES ?	9
4.2.	REPENSER LA SOLIDARITÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE À L'ÈRE DU CHANGEMENT CLIMATIQUE	11
5.	CONCLUSION	13



1. Introduction

Le secrétaire de l'ONU a officiellement annoncé qu'il serait impossible de limiter le réchauffement climatique à 1,5°C, le 22 octobre, à un mois de la **COP30 qui se déroulera du 06 au 21 novembre à Belém, au Brésil**¹. Parallèlement, les évènements climatiques extrêmes se multiplient, et vont s'intensifier avec l'augmentation des températures. Une étude publiée en 2024 par l'Alliance brésilienne pour la culture océanique, met en lumière l'augmentation exponentielle des catastrophes naturelles liées au climat entre 1991 et 2023, dans le pays qui hébergera la COP30 cette année. Les pertes économiques engendrées par ces évènements ont ainsi atteint une moyenne d'environ 9 milliards de dollars par an². Ces chiffres rappellent l'urgente nécessité d'anticiper ces catastrophes, **d'adapter nos sociétés**, mais aussi de continuer les efforts pour limiter l'augmentation des températures globales à minima en dessous des 2°C.

Les Pays du Sud global, premiers touchés par ces évènements, sont aussi les plus vulnérables, et ont besoin d'un soutien technique et financier important pour faire face aux conséquences déjà subies du changement climatique, planifier leur transition, mais aussi continuer d'investir dans la santé, l'éducation, et la lutte contre la pauvreté. D'un autre côté, les pays du Nord global, historiquement responsable de la majorité des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES), doivent « faire leur part » pour élaborer des trajectoires de réduction des émissions plus ambitieuses, et soutenir les pays du Sud global dans leurs propres transitions.

Dix ans après l'Accord de Paris, le président de la COP30, André Aranha Corrêa do Lago, dans sa « First Letter from the President of COP30 », estime que la plupart des négociations issues de la COP21 (Accord de Paris) ont abouti, et qu'il s'agit maintenant de se recentrer sur l'action et l'implémentation pour passer à une ère « post-négociations ». Autrement dit, la COP30 se doit d'être la bascule permettant la concrétisation des axes de travail esquissés jusqu'alors.

De la concrétisation du Premier Bilan Mondial, à l'objectif mondial sur l'adaptation au changement climatique, ou encore l'alignement des flux financiers sur l'action climat, l'équipe d'I Care By BearingPoint analyse certains des grands enjeux qui seront discutés à Belém.

¹ <https://reporterre.net/Une-planete-a-plus-de-1-5-oC-est-inevitable-dit-Antonio-Guterres>

² « Une étude démontre l'accélération vertigineuse des catastrophes climatiques au Brésil ». Courrier international, 13 février 2025, https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-au-bresil-une-etude-demontre-l-acceleration-vertigineuse-des-catastrophes-climatiques_227701.



2. Un besoin de rehausser les ambitions de réduction des émissions, mais des engagements nationaux pas à la hauteur

2.1. Quel chemin parcouru depuis le premier bilan mondial (ou Global Stocktake – GST) ?

Le bilan mondial, ou GST, élément central de l'accord de Paris, est un inventaire permettant d'évaluer les progrès collectifs en matière de réduction des émissions de GES, au regard des objectifs climatiques mondiaux de l'Accord de Paris. Le premier Bilan Mondial s'est terminé en 2023 lors de la COP28 (Dubaï). Parmi les nombreux constats formulés pendant l'évaluation, le GST conclut que les trajectoires de réduction des émissions des différentes parties ne sont pas suffisantes pour contenir le réchauffement climatique en dessous de 1,5°C ou 2°C, comme le prévoit l'Accord de Paris, et qu'il est urgent de relever significativement l'ambition sur les enjeux d'atténuation. Le processus s'est ainsi clôturé sur un accord entre les parties fixant des objectifs collectifs pour la transition énergétique sur la période 2023 - 2030. Ces objectifs sont structurés autour de 3 axes :

- Tripler la capacité mondiale de production des énergies renouvelables et doubler le taux annuel moyen mondial d'amélioration de l'efficacité énergétique d'ici 2030,
- Assurer une transition juste, ordonnée et équitable vers une sortie des énergies fossiles dans les systèmes énergétiques,
- Accélérer la réduction des émissions de GES hors CO2, en particulier celles de méthane.

Ces engagements, fruit d'un consensus politique large, restent peu précis. Leur mise en œuvre effective nécessite de préciser les objectifs à fixer collectivement pour « rectifier le tir » et d'accélérer les initiatives afin de respecter l'Accord de Paris. Des négociations sont prévues à ce sujet entre 2025 et 2028, date à laquelle sera réalisé le prochain bilan mondial³. Lors des premières réunions sur le sujet, les débats ont principalement porté sur les modalités précises de ces négociations et leur contenu, mettant en évidence des clivages forts entre pays du Nord global et pays du Sud global :

- Les premiers estiment que les discussions devraient porter sur l'ensemble des décisions du Bilan mondial, y compris la réduction des émissions de CO2 ;

³ Guide du Citepa des enjeux de la COP-29 : l'essentiel pour comprendre le contexte des négociations - Citepa

- Les seconds souhaitent axer les discussions principalement sur les financements, soutenant qu'ils ne seraient pas en capacité de réduire significativement leurs émissions sans le soutien financier des pays du Nord global⁴.

En raison de l'absence de consensus, aucune décision n'a été prise au regard de ces modalités de négociations, que ce soit lors de la COP29 à Bakou en 2024 ou lors des réunions intersessions de Bonn en juin 2025, menaçant ainsi de retarder davantage la concrétisation des objectifs collectifs issus de la COP28 et du premier bilan mondial.

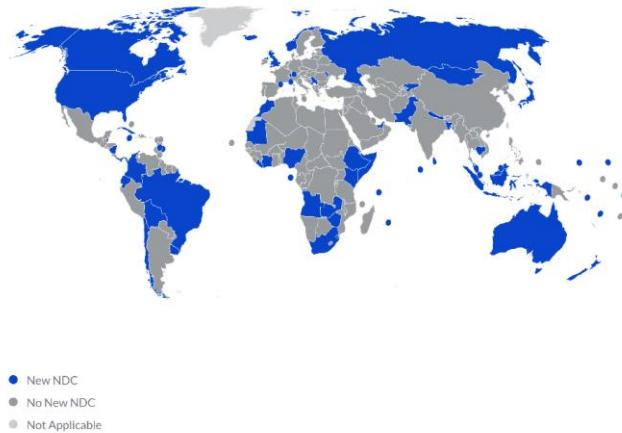
Il s'agit donc, pour beaucoup, de l'un des sujets cruciaux de la COP30 à Belém, afin de permettre le début des travaux sur les aspects techniques relatifs à la mise en œuvre concrète des objectifs collectifs, deux ans après la définition.

Au regard de ce contexte, il semble donc très peu probable que la COP30 aboutisse à des décisions concrètes concernant la mise en œuvre des engagements pris à la suite du Premier Bilan Mondial, notamment sur la sortie des énergies fossiles. L'espoir réside plutôt dans un déblocage de la situation actuelle.

Enfin, bien que le bilan mondial ne porte que sur l'avancement collectif, ses conclusions ont pour objectifs de nourrir les nouvelles Contributions Déterminées au niveau National (CDN) qui sont, elles, éminemment individuelles. Une CDN contient la plupart du temps des objectifs de réduction d'émissions de GES, et possiblement des stratégies et politiques prévues pour remplir ces objectifs, avec le but global que l'agrégation des CDN résulte en une trajectoire collective qui respecte l'Accord de Paris. Ainsi, l'un des enjeux de la COP30 est la soumission de nouvelles CDN contenant, au regard des conclusions du bilan mondial :

- Des objectifs plus ambitieux de réduction des émissions à horizon 2035,
- Des objectifs sectoriels pour les secteurs les plus émetteurs,
- Une feuille de route pour sortir des énergies fossiles.

⁴ [Reprise des négociations climat dans le cadre de la CCNUCC : peu de progrès sur les sujets clés sur fond de profondes divergences entre pays du Nord et pays du Sud sur le financement - Citepa](#)



Cartographie des pays ayant soumis une nouvelle CDN au 29 Octobre 2025, [Nationally Determined Contributions \(NDC\) Tracker | 2025 NDCs | NDCs 3.0 | Climate Watch](#)

2.2. La plupart des nouvelles CDN ne sont pas encore publiées, et celles publiées ne sont pas à la hauteur de l'ambition nécessaire

Au 30 octobre 2025, 67 pays (représentant 36% des émissions mondiales) ont soumis leur nouvelles CDN⁵. La date de soumission initiale, fixée au 10 février 2025 afin qu'un bilan de ces nouvelles CDN puisse être préparé en amont de la COP30, n'a pas été respectée par 95% des pays.

L'analyse de l'ensemble des nouvelles CDN soumises permettra de mesurer le niveau de prise en compte des conclusions du premier bilan mondial par les pays signataires, et leur capacité à réaligner leurs trajectoires sur une ambition compatible avec les objectifs de 2°C, voir 1,5°C.

À ce stade, que peut-on donc dire de l'ambition de ces CDN nouvellement soumises par certains Etats ? Les analyses effectuées par les ONG⁶ montrent que, pour la majorité des pays ayant nouvellement soumis, tant l'ambition que les moyens restent insuffisants pour s'inscrire dans l'objectif de l'Accord de Paris.

⁵ [Nationally Determined Contributions \(NDC\) Tracker | 2025 CDNs | CDNs 3.0 | Climate Watch](#)

⁶ [COP30 : les plans climat des Etats sont-ils à la hauteur ? - Réseau Action Climat](#)

Le Brésil par exemple, en tant que pays hôte de cette COP, est l'un des premiers pays à avoir soumis sa CDN actualisée, mais les objectifs fixés sont jugés insuffisants. En ce qui concerne les modes d'action, la CDN du Brésil ne contient aucun plan de sorties des énergies fossiles (alors qu'il s'agit de l'un des dix plus gros producteurs de pétrole), et ne contient pas non plus d'éléments sur l'objectif de zéro-déforestation (que le président Lula a pourtant annoncé pour 2030), alors qu'une part significative des émissions du pays provient de la déforestation et de l'utilisation des terres.

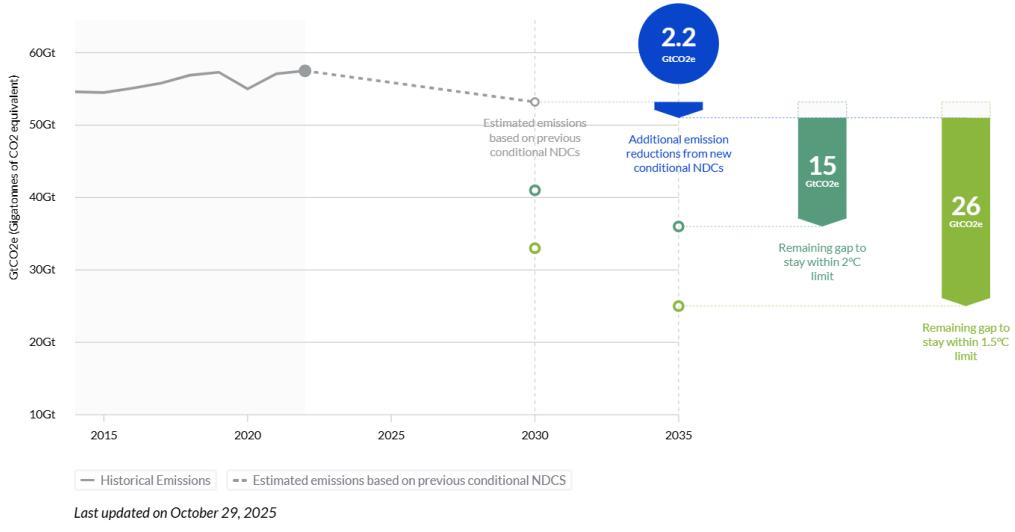
Du côté des Etats-Unis, une nouvelle CDN avait été soumise sous l'administration Biden fin 2024, avec un objectif de réduction des émissions de 61 à 66% entre 2005 et 2035. Depuis, les Etats-Unis se sont retirés de l'Accord de Paris, annulant de facto les objectifs de réduction des émissions fixés par cette nouvelle CDN, en impulsant un mouvement global de révision à la baisse des engagements environnementaux dans un contexte géopolitique changeant. Enfin, notamment à travers la One Big Beautiful Bill Act (OBBA), l'administration Trump s'est employée à détricoter les efforts réalisés ces dernières années en faveur du climat, notamment les mesures de décarbonation au niveau des Etats, tout en encourageant la consommation et la production d'énergies fossiles. De manière générale, l'ensemble des pays du Nord global ayant soumis leur CDN ont présentés des objectifs jugés insuffisants, et aucune partie n'a présenté de feuille de route pour la sortie des énergies fossiles, à l'image du Canada, qui prévoit d'augmenter sa production de pétrole et de gaz (les émissions correspondantes représentent 31% des émissions totales du pays).

Enfin, à l'heure de rédaction de cet article et à quelques jours du début de la COP30, certains des principaux pays émetteurs n'ont même pas encore soumis leur nouvelle CDN :

La Chine a annoncé un objectif de réduction absolue de ses émissions compris entre -7% et -10% des émissions d'ici 2035 par rapport à son pic d'émissions (qui selon elle sera atteint avant 2030). Il s'agit d'une première pour un pays qui communiquait auparavant uniquement des objectifs en intensité, ou un objectif de neutralité carbone d'ici 2060.

Concernant l'Union Européenne : les négociations internes sont sur le point d'aboutir, avec un objectif intermédiaire de -90% d'émissions par rapport à 1990 à horizon 2040⁷. L'objectif proposé par la Commission est assorti de conditions : une clause de révision en fonction des nouveautés technologiques, de la compétitivité de l'Europe, et des données scientifiques les plus récentes, ainsi que la prise en compte d'une quantité « adéquate » de crédit carbone dans les bilans des pays.

⁷ Article Actu Environnement : « Les dirigeants européens donnent leur feu vert à un objectif climatique à -90% en 2040. Consulté le 27/10/2025.



Ainsi, les réductions d'émissions supplémentaires permises par les nouvelles CDN conditionnelles soumises à fin octobre (estimées à 2,2GtCO₂e) sont bien inférieures à ce qui serait nécessaire pour maintenir les températures globales en dessous de 2°C (écart résiduel de 15GtCO₂e) ou à 1,5°C (écart résiduel de 26GtCO₂e).

Au regard des conclusions du premier bilan mondial, ce troisième cycle des CDN constitue une occasion clé pour rectifier la trajectoire globale. Il aurait été crucial que l'ensemble des parties soumettent leur CDN avant la COP30, afin que celle-ci soit l'occasion d'examiner l'ambition collective atteinte (que ce soit en session ou par des tiers), ce qui ne sera pas envisageable en l'absence de soumission de CDN de la part de puissances mondiales majeures. De toute manière, cette discussion autour de l'ambition collective des nouvelles CDN est loin d'être garantie puisque certains pays (comme la Chine, l'Inde ou l'Arabie Saoudite) s'opposent à l'évaluation de l'écart entre les nouvelles CDN et les trajectoires de l'Accord de Paris tant que les discussions sur le financement climat n'ont pas abouti. Nous le verrons ensuite, mais cette question du financement reste cruciale et stratégique dans la gouvernance climatique mondiale.

3. Mettre en œuvre l'adaptation : du cadre global aux moyens de financement

3.1. Quel cadre commun pour suivre et évaluer les mesures d'adaptation ?

Au regard des conclusions du premier bilan mondial et du besoin d'accélération, la thématique de l'atténuation du changement climatique sera centrale pour cette COP30. Néanmoins, l'Accord de Paris possède un volet Adaptation, souvent moins connu que celui l'Atténuation,

mais tout aussi important : l'objectif mondial d'adaptation au changement climatique (GGA, Global Goal on Adaptation) a d'ailleurs été conçu en ce sens. Il reste cependant formulé de manière vague et n'est toujours pas concrétisé à ce jour.

Les différentes parties signataires de l'Accord ont lancé lors de la COP26 à Glasgow (2021) un programme de travail sur deux ans (2022-2023), visant à définir un cadre commun pour formaliser puis mettre en œuvre cet objectif. Ce programme a finalement abouti lors de la COP28 à Dubaï (2023) au cadre des Emirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale (UAE Framework for Global Climate Resilience) qui fixe sept objectifs qualitatifs sur les thématiques jugées prioritaires : eau ; agriculture et agroalimentaire ; santé ; écosystèmes et biodiversité ; infrastructure et villes ; élimination de la pauvreté ; patrimoine culturel. Pour chacune de ces thématiques, le cadre prévoit que les différentes parties devront d'ici 2030 réaliser une évaluation des risques et de la vulnérabilité au changement climatique, préparer et mettre en œuvre des Plans Nationaux d'Adaptation (PNA) et mettre en place un système de suivi de ces différents objectifs.

Pour poursuivre ce premier travail, le programme de travail Emirats Arabes Unis-Belém (2024-2025) avait pour objectif de fixer les indicateurs de suivi associés aux objectifs qualitatifs du cadre : sur la base initiale de plus de 9 000 indicateurs, une liste de 100 indicateurs devait être produite. Les discussions lors des réunions intersessions de Bonn en juin 2025 ont notamment porté sur l'inclusion ou non d'indicateurs relatifs aux moyens de mise en œuvre (means of implementation, MOI), portant directement sur le soutien financier, le transfert de technologies et le renforcement des capacités, un point particulièrement clivant.

Les différentes parties ont finalement adopté un consensus, incluant ces indicateurs de mise en œuvre, publié début septembre et qui sera soumis à validation lors de la COP30.



3.2. Les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA), un outil concret de mise en œuvre...

Les PNA sont l'outil mis en place pour concrétiser à l'échelle nationale l'objectif mondial d'adaptation. Ils sont en quelque sorte le pendant "Adaptation" des CDN, et font directement écho aux objectifs qualitatifs définis dans le cadre des Emirats arabes unis pour la résilience climatique mondiale. Le processus des PNA a été établi lors de la COP16 en 2010 et conforté dans le cadre de l'Accord de Paris, avec les objectifs suivants :

Renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des pays ;
Intégrer l'adaptation dans les politiques et les programmes (nouveaux ou existants), en particulier dans les stratégies de développement.

Le premier bilan mondial (fin 2023) concluait également à la nécessité de relever l'ambition sur l'adaptation et, pour les parties ne l'ayant pas encore fait, à élaborer leur PNA (non obligatoire) d'ici 2025 et à progresser dans leur mise en œuvre d'ici 2030.

Un récent rapport de la CCNUCC dresse le bilan des PNA publiés jusqu'à présent : au 30 septembre 2025, sur les 198 parties, 144 pays avaient initié le processus, et 67 pays du Sud global avaient soumis leur plan finalisé.⁸ La CCNUCC montre également que les pays ont progressé dans l'inclusion des enjeux dans leurs politiques nationales, via une meilleure articulation des PNA avec les composantes sur l'adaptation des CDN et leurs rapports de transparence.

3.3. ... mais le sous-financement de l'adaptation compromet la réalisation effective des objectifs fixés

La CCNUCC, souligne également l'importance d'augmenter le financement de l'adaptation, prérequis essentiel à la mise en œuvre de PNA ambitieux. Ce fut un sujet central des discussions à Bonn (Juin 2025). Lors de la COP26 à Glasgow, les pays du Nord global s'étaient engagés à doubler le financement pour l'adaptation entre 2019 et 2025 (passant de 19 à 38 milliards de dollars par an). Dans son *Adaptation Gap Report 2024*⁹, le PNUE souligne qu'un tel effort ne comblerait que 5 % du déficit annuel actuel de financement, estimé entre 187 et 359 milliards de dollars par an. Face à ce constat, les pays du Sud global ont proposé à Bonn de fixer un nouvel objectif, visant à tripler le financement de l'adaptation d'ici 2030 par rapport à son niveau de 2022, une proposition qui reviendra donc sur la table à Belém.

⁸ Global Adaptation Efforts Advance as Countries Move from Planning to Action, UNFCCC Report Shows. <https://cop30.br/en/news-about-cop30/global-adaptation-efforts-advance-as-countries-move-from-planning-to-action-unfccc-report-shows>.

⁹ Programme Environnement des Nations Unies - [Adaptation Gap Report 2024](#)



Ainsi, au même titre que le financement sur l'atténuation du changement climatique, le sujet du financement de l'adaptation sera probablement au cœur des débats pendant la COP30. Plus largement, ces enjeux soulignent la nécessité d'aligner les flux financiers mondiaux, véritable « nerf de la guerre » des négociations qui ont lieu dans le cadre de la CCNUCC, sur les objectifs de l'action climatique. Alors que les Etats-Unis se sont retirés de l'Accord de Paris et ont démantelé l'USAID (*United States Agency for International Development*), il est d'autant plus nécessaire d'avancer collectivement sur la manière dont seront financés les besoins du Sud global en matière d'action climatique.

4. Le financement de l'action climat, condition nécessaire pour le passage à l'acte des pays du Sud global

4.1. La Feuille de route « Bakou to Belém » : comment mobiliser le plus efficacement possible les ressources financières mondiales ?

Comme évoqué précédemment, la question du financement de l'action climat mine les négociations, tant sur le volet atténuation que sur celui de l'adaptation. Les pays du Sud global insistent sur l'importance du soutien financier des pays du Nord global pour les aider à se fixer des CDN ambitieuses, et ont poussé pour que les discussions sur le financement climat soient considérées comme un préalable à l'évaluation de l'ambition collective résultant des nouvelles CDN.

Plus globalement, le sujet du financement était déjà brûlant lors de la COP29 à Bakou (Azerbaïdjan) en 2024 : face au constat de l'écart entre l'ancien objectif de 100 milliards par an et les besoins réels des pays du Sud global, un nouvel objectif collectif chiffré (dit NCQG) avait été fixé. Ainsi, les pays du Nord global sont “invités” à jouer un rôle moteur dans la mobilisation de 300 milliards de dollars par an, et l'ensemble des parties à rassembler 1300 milliards de dollars par an (sur la base du volontariat pour les pays du Sud), toutes sources de financement confondues. Il est à noter que bien que les pays industrialisés aient l'obligation de fournir un soutien financier, ce nouvel objectif, comme le précédent n'est pas juridiquement contraignant.¹⁰

Les présidences azerbaïdjanaise et brésilienne ont été désignées pour élaborer la **Feuille de route « Baku to Belém »** qui doit servir à opérationnaliser ces objectifs en proposant des

¹⁰ Akean, Fatima. « COP-29 : bilan total très mitigé surtout sur le nouvel objectif de financement et les suites du Bilan mondial ». Citepa, 6 mars 2025, <https://www.citepa.org/cop-29-bilan-total-tres-mitige-surtout-sur-le-nouvel-objectif-de-financement-et-les-suites-du-bilan-mondial/>.



modalités de mobilisation des financements. Les enjeux de mise en œuvre sont multiples : sources des financements (principalement publics ou privés ?), modes de financement (prêts ou dons ?), répartition des financements (entre atténuation, adaptation, pertes et dommages).¹¹ Les pays bénéficiaires des financements étant déjà lourdement endettés, les modalités de ce soutien sont déterminantes pour assurer leur capacité réelle à faire face à la fois aux enjeux sociaux et climatiques.¹²

Par ailleurs, une récente étude d’Oxfam et de CARE¹³ rappelle les limites actuelles de la politique de financement, qui conduit les pays du Sud global à toucher des montants réels bien moindres que les 116 milliards de dollars par an annoncés par les pays développés. En réalité, il ne resterait que 28 milliards de dollars par an et 35 milliards de dollars par an, après remboursement des prêts et paiement des intérêts, principalement parce que 65% de ces financements sont des prêts avec intérêts. L’étude souligne également la diminution tendancielle de l’aide publique au développement, qui devrait se poursuivre dans les prochaines années au vu du contexte géopolitique mondial, ainsi que le caractère ciblé des investissements, principalement dans des projets lucratifs, au détriment de certains projets nécessaires mais peu rentables. Cela conduit à un sous-investissement dans les projets d’adaptation (qui concentrent environ un tiers du financement climatique), et à un très faible volume de financements pour les pertes et dommages, alors même que ces deux sujets constituent une priorité pour les pays du Sud global. Au regard de l’importance que ces pays apportent au sujet du financement et du blocage sur la thématique des CDN, il faut s’attendre à ce que la concrétisation des objectifs de financement fixés, et notamment la feuille de route "Bakou to Belém" soient au cœur des discussions et négociations de la COP30.

4.2. Repenser la solidarité financière internationale à l’ère du changement climatique

Considérées par certains obsolètes (n’ayant que peu évolué depuis la Seconde Guerre Mondiale) et inaptes à répondre aux défis du XXIème siècle, les institutions financières internationales (FMI et Banque Mondiale en premier lieu) sont souvent pointées du doigt pour leur rôle dans la situation actuelle. L’ONG ONE et la Banque Africaine de Développement rappellent notamment que « *seuls 14,6 % des prêts de la Banque mondiale ont été accordés à*

¹¹ Poree, Sacha. « Quelles perspectives pour le financement de l’action climatique ? De Séville à Belém ». I4CE, 17 juillet 2025, <https://www.i4ce.org/quelles-perspectives-financement-action-climatique-seville-belem-climat/>.

¹² « Réforme de l’architecture financière mondiale : où en est-on ? » Focus 2030, <https://focus2030.org/Reforme-de-l-architecture-financiere-mondiale-ou-en-est-on>. Consulté le 28 octobre 2025.

¹³ Rfi, « La finance climat revient en grande partie dans les poches des pays donateurs », 6 octobre 2025



des pays africains en 2020, alors que 9 des 10 pays les plus vulnérables aux conséquences des changements climatiques se situent en Afrique subsaharienne ».

Cet enjeu dépasse la seule question du financement climatique, et rejoint les discussions et négociations, en cours sur la réforme du financement mondial du développement et de l'architecture financière internationale associée : l'objectif de cette réforme est de rendre ces institutions **plus justes, plus efficaces et plus adaptées aux défis du XXI^e siècle** — notamment le changement climatique, les inégalités et la dette. La feuille de route “Bakou to Belém” s'inscrit donc à la fois dans le cadre des négociations climatiques et dans la dynamique plus large de l'évolution du système de gouvernance mondiale. Cette dernière se matérialise par les négociations ayant eu lieu cette année dans le cadre de la Quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FFD4, juin/juillet 2025) et lors de discussions au sein du G20, dont les conclusions pourraient influencer positivement les discussions sur le financement climat, le NCQG et sa mise en œuvre.

La FFD4 a abouti à « l'engagement de Séville », qui appelle directement, dans le cadre d'engagement globaux relatifs au financement du développement, à la mobilisation de ressources pour financer les décisions de la CCNUCC, notamment le NCQG. C'est ainsi la première fois que l'enjeu du financement climat est reconnu comme clé au sein du financement du développement, intégré et non traité comme un enjeu à part. La présidence Sud-Africaine du G20 a, de son côté, orienté les discussions de 2025 sur la réforme de l'architecture financière internationale, l'inclusion africaine, et la résilience climatique, matérialisant plus encore le lien entre ces sujets.

La feuille de route "Bakou to Belém" intervient donc dans le contexte d'une prise de conscience croissante de la nécessité d'accélérer et d'augmenter le financement de l'action climatique pour permettre aux pays du Sud global d'atteindre les objectifs de développement durable.¹⁴

¹⁴ « Réforme de l'architecture financière mondiale : où en est-on ? » Focus 2030, <https://focus2030.org/Reforme-de-l-architecture-financiere-mondiale-ou-en-est-on>. Consulté le 27 octobre 2025.



5. Conclusion

Alors que le monde se prépare pour la COP30 à Belém, le débat sur l'avenir du processus climatique des Nations Unies reflète une prise de conscience plus large : les négociations seules ne suffisent plus. L'appel du Brésil en faveur d'une ère « post-négociations » et sa vision d'un *mutirão* mondial soulignent le passage de la diplomatie à l'action, des promesses à la pratique. Inspiré du terme brésilien *mutirão*, qui désigne une mobilisation collective où une communauté s'unit pour accomplir ensemble une tâche d'intérêt commun, ce concept évoque une alliance planétaire d'efforts partagés pour faire face à la crise climatique. L'efficacité de cette nouvelle phase dépendra non seulement des décisions prises dans les salles de conférence, et de la capacité des différentes parties à faire avancer les initiatives portées depuis l'Accord de Paris, mais aussi de l'engagement des gouvernements, des entreprises et des citoyens à traduire les paroles en actions concrètes pour le climat tout au long de l'année.



À PROPOS

I Care by BearingPoint, leader de la transformation à impact, est le centre d'expertise en développement durable du cabinet BearingPoint.

De la stratégie à la mise en œuvre, les experts d'I Care by BearingPoint apportent des solutions de transition concrètes et innovantes aux entreprises, aux institutions financières et aux organisations publiques.

L'ambition de I Care by BearingPoint est double : offrir une expertise technique sur les questions d'environnement, de climat, de biodiversité, d'impact social, d'économie circulaire et de finance durable ; et combiner cette expertise avec un savoir-faire transformationnel pour engager ses clients dans l'évolution de leurs métiers et de leurs modèles économiques.



Because our **impact** matters

+33 (0)1 43 66 87 27

contact@i-care-consult.com